4

ML.

Con... LEGIS...
- 1 -
9 XII 1957

L. 6277/2.
L. 6278/2.
L. 6279/2.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le 30 mai 1958, d'une demande d'avis sur trois projets d'arrêtés royaux :

1°"portant création de la "Koninklijke Academie voor Koloniale Wetenschappen";

2°"modifiant les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales";

3°"portant dispositions transitoires relatives aux deux Académies",

a donné le 15 octobre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e mei 1958 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem van advies te dienen over drie ontwerpen van koninklijk besluit :

1°"houdende oprichting van de"Koninklijke Academie voor Koloniale Wetenschappen";

2°"tot wijziging van de statuten der Koninklijke Academie voor Koloniale Wetenschappen";

3°"houdende overgangsbepalingen aangaande beide Academiën",

heeft de 15e oktober 1958 het volgend advies gegeven :

C.E.
9.12.58

Les trois projets énumérés ci-avant sont la conséquence de la décision du Gouvernement de créer à côté de l'Académie royale des sciences coloniales, qui trouve son origine dans un arrêté royal du 4 septembre 1928 sous le nom d'Institut royal colonial, une "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" d'expression néerlandaise. Le premier projet est relatif à cette création et aux statuts de la nouvelle institution. Le second projet établit de nouveaux statuts pour l'"Académie royale des sciences coloniales", celle-ci cessant d'être bilingue pour devenir une institution de langue française. Le troisième projet règle le passage à la nouvelle "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" des membres de l'Académie actuelle qui en feront la demande.

En raison de leur étroite connexité, le Conseil d'Etat a groupé l'examen de ces projets dans le présent avis.

OBSERVATIONS GENERALES.

Par souci de parallélisme entre l'arrêté relatif à l'Académie de langue française et celui relatif à l'Académie de langue néerlandaise, le Gouvernement a repris dans le projet relatif à la première de ces institutions le texte des articles 2 et 2 bis de l'arrêté royal du 31 octobre 1931 qui octroie la personnalité juridique à l'académie. Les dispositions de ces deux articles constituent les articles 17 et 18 du projet; l'article 19 du projet abroge les articles 2 et 2 bis de l'arrêté du 31 octobre 1931.

.../...

Or, l'arrêté du 31 octobre 1931 a pour objet à la fois d'octroyer la personnalité juridique à l'académie et de régler l'organisation de la commission administrative du patrimoine. Il constitue un tout. Aussi, n'est-il pas recommandable d'en scinder les dispositions et de les répartir dans deux arrêtés. C'est pourquoi, il est proposé de reprendre tout l'arrêté dans le présent projet. Ce procédé aurait le grand avantage d'assurer un parallélisme complet entre les arrêtés relatifs à chacune des académies. Ces dispositions devraient toutefois faire l'objet d'un chapitre distinct sous l'intitulé : "De l'administration". La division du projet relatif à l'académie d'expression française, comme d'ailleurs la division de celui de l'académie d'expression néerlandaise, en deux chapitres distincts se justifie par la nécessité d'opérer une distinction nette entre les statuts des académies et la gestion de leur patrimoine. En effet, si la loi du 27 juin 1930, dont l'arrêté royal du 31 octobre 1931 constitue un cas d'application, permet au Roi d'accorder la personnalité juridique à des établissements scientifiques de l'Etat, c'est uniquement en vue de la gestion de leur patrimoine.

\+

\+ \+

Le projet relatif aux mesures transitoires prévoit que les membres de l'Académie royale des sciences coloniales actuelle qui demanderont, dans un délai déterminé, à devenir membres de la nouvelle "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen", pourront être nommés d'emblée.

.../...

Ce projet doit être rapproché des articles 24 et 25 du projet relatif à l'académie de langue néerlandaise. L'article 24 de ce dernier projet dispose :

"Les membres titulaires, honoraires, associés et correspondants de l'Académie royale des sciences coloniales d'expression française conservent l'ancienneté qu'ils y ont acquise lorsqu'ils ont été nommés membres de la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" par application de l'arrêté en date du ...

Leur nomination à cette dernière académie entraînera ipso facto leur démission à l'Académie royale des sciences coloniales".

Quant à l'article 25, il dispose que, pour les dix premiers membres titulaires des différentes classes, c'est le Ministre des Colonies qui proposera au Roi les personnes à nommer s'il Lui convient et non la classe intéressée, comme le prévoit l'article 5 du projet.

Ces deux articles traitent donc de la même matière que le troisième projet : le transfert de certains membres d'une académie à l'autre. Il n'est guère à conseiller de la régler dans deux arrêtés différents. Les dispositions du troisième arrêté devraient être fusionnées avec les articles 24 et 25,ce qui permettrait de mieux faire ressortir les intentions du

.../...

Gouvernement qui, suivant le fonctionnaire délégué, veut accorder un droit de nomination aux membres de l'académie actuelle désireux de passer à l'académie d'expression néerlandaise. Ce remamiement permettrait, en outre, de faire disparaître une ambiguïté de l'article 24. En effet, contrairement à ce que le texte de cet article pourrait faire croire, l'académie existante n'est réputée "d'expression française" par aucun texte et, dans la version néerlandaise des arrêtés en vigueur, elle est intitulée , comme l'académie dont on envisage la création,"Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" (voir notamment l'arrêté du 3 juin 1955, Moniteur belge du 5 octobre 1955, page 6308).

\+

\+ \+

Les deux projets principaux reprennent de nombreuses dispositions de l'arrêté royal du 3 juin 1955 portant les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales, arrêté qui a fait l'objet d'un avis de la section de législation le 5 avril 1955. Partant, le Conseil d'Etat limite son examen des projets aux textes nouveaux. Il s'indique toutefois de remplacer partout l'expression "Ministre des Colonies" par "Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi".

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

En ce qui concerne le projet relatif à l'académie d'expression française, les observations suivantes doivent être formulées.

Le projet ne comporte pas d'intitulé. Celui-ci pourrait être rédigé ainsi :

"Arrêté royal portant les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales et réglant l'administration de son patrimoine".

A l'alinéa 3 du préambule, la référence à la loi du 27 juin 1930 devrait être complétée par l'énoncé de son intitulé :

"Vu la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des sciences et des arts, notamment l'article 1er, alinéa 2;".

Il y aurait, en outre, lieu de déplacer l'alinéa 1er à l'alinéa 3.

Le considérant gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Considérant qu'en raison de la création de la"Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" d'expression néerlandaise, il importe de reviser les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales actuellement existante ;".

Il conviendrait,enfin,de supprimer les alinéas 4, 5 et 6 du préambule,qui sont inutiles.

Les articles du projet devraient être groupés en deux chapitres,dont le premier serait intitulé :

"Chapitre Ier. - Les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales".

Article 1er.

Le titre de l'académie étant "Académie royale des sciences coloniales" par opposition à la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen", il y a lieu de supprimer, à l'article 1er, alinéa 1er, les mots "d'expression française" et d'ajouter un alinéa 2 ainsi conçu :

"Elle use de la langue française pour ses travaux".

Quant à l'alinéa 2 du même article, qui deviendrait l'alinéa 3, la rédaction projetée pouvant être interprétée comme créant une obligation pour le Ministre des Colonies de consulter, dans tous les cas, les deux académies, il serait préférable de le rédiger comme suit :

.../...

"Elle donne son avis sur les projets et sur les questions que le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi lui soumet".

Article 3.

L'alinéa 3, qui constitue une mesure transitoire, devrait figurer à la fin de l'arrêté (voir ci-dessous, article 23).

Article 9.

Le projet prévoit, à l'article 9, que chacune des classes de l'Académie royale des sciences coloniales peut se réunir avec la classe correspondante de la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" pour traiter des questions mentionnées au second alinéa de l'article 1er. Ces questions sont celles qui sont de la compétence de l'académie elle-même. Comme il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement d'en confier l'examen aux classes, on devrait modifier comme suit le texte du projet :

.../...

"Chacune des classes de l'Académie royale des sciences coloniales peut se réunir avec la classe correspondante de la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" pour traiter de toutes questions relevant de leur compétence scientifique".

Selon l'article 9, alinéa 2, les deux académies peuvent se réunir en séance plénière. L'expression "séance plénière" implique que les deux académies formeraient un organisme unique. Tel n'étant pas le cas, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"L'Académie royale des sciences coloniales et la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" peuvent, à leur initiative ou sur demande du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, se réunir en assemblée commune. Cette assemblée est présidée alternativement par le président de l'une et de l'autre académie".

Conformément aux remarques formulées au début de cet avis, le Conseil d'Etat propose de créer un chapitre II, intitulé : "De l'administration du patrimoine", et d'y grouper les articles 17 et 18 du projet, ainsi que les articles 1er, 3, 4 et 6 de l'arrêté royal du 31 octobre 1931. L'article 5 de cet arrêté, qui est la reproduction partielle de l'article 3 de la loi du 27 juin 1930, n'a pas été repris.

.../...

Ces textes ont été adaptés en tenant compte de la réglementation actuelle et des remarques formulées ci-avant; ils se présenteraient comme suit :

"Chapitre II. - De l'administration du patrimoine.

Article 17.-

L'Académie royale des sciences coloniales jouit de la personnalité civile pour la gestion de son patrimoine.

Article 18.-

Le patrimoine de l'académie est géré par une commission administrative qui dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus et représente l'académie vis-à-vis des tiers".

Le texte du projet prévoit que l'académie est gérée "sous la haute autorité du Ministre". Cette autorité se manifeste par la nomination des membres, par le droit d'assister et de se faire représenter aux séances, par l'approbation du budget et des comptes qui sont expressément prévus par le projet. Suivant les déclarations du délégué du Gouvernement, aucun autre mode d'intervention du Ministre n'est envisagé. Par conséquent, il y a lieu d'omettre cette expression pour éviter toute équivoque.

.../...

"Article 19.-

La commission administrative est composée :

1° du président de l'académie, membre de droit ;

2° de six membres titulaires de l'académie, désignés pour trois ans par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Toutefois, le mandat de deux des membres titulaires nommés pour la première fois en application du présent arrêté prendra fin après un an et le mandat de deux autres membres après deux ans. Ces membres sont désignés par le sort.

En cas de vacance d'un siège avant l'expiration du terme, le Ministre désigne un nouveau membre pour achever le mandat du membre défaillant.

Le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi peut assister aux séances de la commission; il en prend,dans ce cas, la présidence. Il peut également se faire représenter par un fonctionnaire général de son département.

Le Ministre ou son délégué a voix consultative".

Les modifications apportées à l'alinéa 2 de l'article 18 du projet ont pour but de mieux traduire les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été précisées au Conseil d'Etat. Les mots

.../...

"fonctionnaire général" ont été substitués à ceux de "fonctionnaire supérieur" à la suite des précisions qui ont été fournies par le délégué du Ministre.

"Article 20.-

... (Texte de l'article 3 de l'arrêté royal du 31 octobre 1931, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1955)...

La commission administrative est présidée par le président de l'académie. Elle est convoquée par lui.

Les résolutions de la commission sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par le secrétaire perpétuel.

La commission administrative peut créer toutes commissions de travail utiles à l'accomplissement de sa mission et y nommer des personnes étrangères à l'académie.

.../...

Article 21.-

...(Texte de l'article 4 de l'arrêté royal du 31 octobre 1931). ..

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de l'académie par la commission administrative, poursuite et diligence du président.

Article 22.-

...(Texte de l'article 6 de l'arrêté royal du 31 octobre 1931)...

Chaque année, la commission administrative, assistée des directeurs de chaque classe, dresse, trois mois avant l'ouverture de l'exercice, un budget des recettes et dépenses. Celui-ci est soumis à l'approbation du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, la commission administrative vérifie et arrête le compte. Celui-ci est soumis à l'approbation du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Le budget ainsi que le compte sont publiés par extraits au Moniteur belge.

Tous les paiements, sauf les menues dépenses, sont faits par chèques ou mandats, revêtus de deux signatures déterminées par la commission administrative.

.../...

Les articles 23 et 24 devraient constituer un chapitre III intitulé : "Dispositions transitoire et finale".

Article 23.-

...(Article 3, dernier alinéa, du projet)...

Tous les membres appartenant à l'Académie royale des sciences coloniales à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, soit comme membres titulaires, soit comme membres associés ou correspondants, peuvent continuer à faire partie de la classe à laquelle ils sont attachés, même si leur nombre dépasse les maxima fixés à l'article 3. Toutefois, aucune nouvelle nomination ne pourra être faite au-delà de ces maxima.

La dernière phrase, qui est,à la vérité,superflue, pourrait être omise.

Article 24.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 3 juin 1955 portant les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales;

2° l'arrêté royal du 31 octobre 1931 relatif à l'octroi de la personnalité civile à l'Institut royal colonial belge, modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1955".

.../...

La version néerlandaise du projet devrait enfin faire l'objet des quelques modifications indiquées dans la version néerlandaise du présent avis.

\+

\+ \+

La plupart des observations qui viennent d'être formulées à propos du projet relatif à l'académie d'expression française, valent pour le projet relatif à l'académie d'expression néerlandaise. C'est la raison pour laquelle les observations se limiteront aux divergences de texte.

En ce qui concerne l'intitulé, étant donné la dénomination en langue néerlandaise de l'académie actuellement existante, il y aurait lieu, pour éviter toute équivoque et être complet, d'adopter le texte suivant :

"Arrêté royal portant création d'une "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" d'expression néerlandaise, fixant les statuts de cette académie et réglant l'administration de son patrimoine".

Le projet devrait, comme le précédent, être divisé en deux chapitres.

Les articles 1er et 9 soulèvent les mêmes observations que les articles correspondants de l'autre projet. L'article 2 devrait être supprimé. Son alinéa 1er deviendrait le premier article du chapitre II (article 17) et l'alinéa 2 serait rattaché à l'article 1er, dont il constituerait le dernier alinéa.

.../...

L'article 22 ,qui reproduit partiellement l'article 3 de la loi du 27 juin 1930, devrait être omis.

Enfin, conformément à l'observation formulée ci-avant, les articles 24 et 25 seraient fusionnés avec l'article unique du troisième projet pour former une disposition transitoire qui constituerait l'article 24 et pour laquelle le texte suivant est proposé :

"Article 24.-

Les membres titulaires, associés et correspondants de l'actuelle Académie royale des sciences coloniales qui demanderont à passer à la "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" d'expression néerlandaise, dans un délai de trois mois prenant cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, seront nommés dans la catégorie correspondante des membres de cette académie. Leur nomination entraîne leur démission de l'actuelle Académie royale des sciences coloniales. L'ancienneté de ces membres dans la"Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen"sera déterminée en tenant compte de l'ancienneté qu'ils avaient acquise au sein de l'actuelle Académie royale des sciences coloniales.

.../...

Par dérogation à l'article 5, alinéa 2, le Roi nomme directement aux sièges restant à pourvoir".

Le texte néerlandais de l'article 23 du présent projet devrait être modifié comme il est proposé dans la version néerlandaise de l'avis.

De drie hiervoren vermelde ontwerpen zijn tot stand gekomen ingevolge de beslissing van de Regering om, naast de "Académie royale des sciences coloniales" die haar ontstaan te danken heeft aan een koninklijk besluit van 4 september 1928 onder de benaming "Institut royal colonial", een Nederlandstalige "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" op te richten. Het eerste ontwerp heeft betrekking op de oprichting en op de statuten van de nieuwe instelling. Het tweede ontwerp, stelt nieuwe statuten vast voor de "Académie royale des sciences coloniales", die niet langer tweetalig is en een Franstalige instelling wordt. Het derde ontwerp, ten slotte, regelt de overgang naar de nieuwe "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" van de leden der huidige Academie die daartoe de wens te kennen geven.

Wegens hun nauwe samenhang onderzoekt de Raad van State deze drie ontwerpen in dit ene advies.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Ter wille van de overeenstemming tussen het besluit betreffende de Franstalige Academie en dat betreffende de Nederlandstalige Academie, heeft de Regering in het ontwerp betreffende de eerstgenoemde instelling de tekst overgenomen van de artikelen 2 en 2bis van het koninklijk besluit van 31 oktober 1931, die aan de Academie rechtspersoonlijkheid verleent. De bepalingen van deze twee artikelen vormen de artikelen 17 en 18 van het ontwerp; artikel 19 van het ontwerp heft de artikelen 2 en 2bis van het besluit van 31 oktober 1931 op.

.../...

Het besluit van 31 oktober 1931 echter verleent aan de Academie rechtspersoonlijkheid en regelt tevens de inrichting van de commissie voor het beheer van het patrimonium. Het vormt een geheel, en het is dus niet raadzaam de bepalingen ervan te splitsen en ze over twee besluiten te spreiden. Daarom wordt voorgesteld het ganse besluit in het onderhavig ontwerp over te nemen, wat het grote voordeel zou hebben tot volkomen overeenstemming tussen de besluiten betreffende elk van beide Academies te komen. Bedoelde bepalingen moeten evenwel een afzonderlijk hoofdstuk vormen, met als opschrift "Beheer". De indeling zowel van het ontwerp betreffende de Franstalige Academie als van het ontwerp betreffende de Nederlandstalige Academie in twee afzonderlijke hoofdstukken is te verantwoorden door het noodzakelijk onderscheid dat moet worden gemaakt tussen de statuten van de Academies en het beheer van hun patrimonium. Weliswaar machtigt de wet van 27 juni 1930, waarvan het koninklijk besluit van 31 oktober 1931 een toepassing is, de Koning om aan wetenschappelijke inrichtingen van de Staat rechtspersoonlijkheid te verlenen, doch alleen met het oog op het beheer van hun patrimonium.

\+

\+ \+

Het ontwerp betreffende de overgangsmaatregelen bepaalt, dat de leden van de huidige "Académie royale des sciences coloniales", die binnen een bepaalde tijd verzoeken om lid te worden van de nieuwe "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen", rechtstreeks kunnen worden benoemd.

.../...

Dit ontwerp moet in verband worden gebracht met de artikelen 24 en 25 van het ontwerp betreffende de Nederlandstalige Academie.

Artikel 24 van dit laatste ontwerp bepaalt :

"De titelvoerende leden, ereleden, buitengewone leden en corresponderende leden van de Franstalige "Académie royale des sciences coloniales" zullen de bij deze Academie verworven anciënniteit behouden wanneer zij, bij toepassing van het besluit van ... tot lid van de Koninklijke Academie voor Koloniale Wetenschappen werden benoemd.

Hun benoeming bij deze laatste Academie zal ipso facto hun ontslag bij de "Académie royale des sciences coloniales" medebrengen".

Artikel 25 nu bepaalt, dat de eerste tien titelvoerende leden van de onderscheiden klassen aan de Koning ter benoeming worden voorgedragen door de Minister van Koloniën en niet door de betrokken klasse, zoals artikel 5 van het ontwerp zegt.

Deze twee artikelen handelen dus over hetzelfde onderwerp als het derde ontwerp : de overgang van sommige leden van een Academie naar de andere. Het is niet raadzaam dit in twee verschillende besluiten te regelen. De voorzieningen van het derde besluit dienen te worden verwerkt met de artikelen 24 en 25. Op die wijze zou de bedoeling van de Regering beter tot uiting komen. Volgens de gemachtigde ambtenaar wil de Regering een recht op benoeming toekennen aan de leden van de huidige Academie die naar de Nederlandstalige Academie

.../...

wensen over te gaan. Door deze omwerking zou bovendien een dubbelzinnigheid in artikel 24 kunnen worden weggenomen. In tegenstelling met hetgeen de tekst van dit artikel zou kunnen doen veronderstellen, wordt de bestaande Academie immers in geen enkele tekst als "Franstalig" beschouwd, en in de Nederlandse tekst van de geldende besluiten heet zij, zoals de thans op te richten Academie, "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen" (zie onder meer het besluit van 3 juni 1955, Belgisch Staatsblad van 5 oktober 1955, blz.6308).

\+

\+ +

De twee voornaamste ontwerpen nemen talrijke bepalingen over uit het koninklijk besluit van 3 juni 1955 houdende de statuten van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen, over welk ontwerp-besluit de afdeling wetgeving de 5e april 1955 advies heeft uitgebracht. Daarom beperkt de Raad van State zijn onderzoek van voorliggende ontwerpen tot de nieuwe teksten. Vanzelfsprekend moet evenwel de uitdrukking "Minister van Koloniën" steeds vervangen worden door "de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Bij het ontwerp betreffende de Franstalige Academie zijn de volgende opmerkingen te maken :

Het ontwerp heeft geen opschrift. Dit kan als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit houdende de statuten van de "Académie royale des sciences coloniales" en regeling van het beheer van haar patrimonium".

In het derde lid van de aanhef dient de verwijzing naar de wet van 27 juni 1930 te worden aangevuld met het opschrift van die wet :

"Gelet op de wet van 27 juni 1930 waarbij rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de wetenschappelijke en kunstinrichtingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, inzonderheid op artikel 1, tweede lid;".

Bovendien verplaatse men de tekst van het eerste lid naar het derde lid.

De considerans kan beter worden gelezen als volgt :

"Overwegende dat wegens de oprichting van de Nederlandstalige Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen, de statuten van de thans bestaande "Académie royale des sciences coloniales" moeten worden herzien;".

Ten slotte schrappe men als overbodig het vierde, vijfde en zesde lid van de aanhef.

.../...

De artikelen van het ontwerp dienen te worden gegroepeerd in twee hoofdstukken, waarvan het eerste als opschrift zou krijgen :

"Hoofdstuk I.- Statuten van de "Académie royale des sciences coloniales".

Artikel 1.

Aangezien de Academie heet "Académie royale des sciences coloniales" in tegenstelling met de "Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen", schrappe men in artikel 1, eerste lid, het woord "Franstalige" en voege men aan dit artikel een tweede lid toe als volgt :

"Voor haar werkzaamheden gebruikt zij de Franse taal".

Het tweede lid van hetzelfde artikel, dat het derde zou worden, kan zo worden geïnterpreteerd dat de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verplicht zou zijn in alle gevallen de beide Academies te raadplegen. De tekst ware beter te lezen als volgt :

"Zij adviseert over de ontwerpen en vraagpunten welke de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi haar voorlegt".

.../...

Artikel 3.

Het derde lid is een overgangsmaatregel, die aan het slot van het besluit dient te worden vermeld (zie hierna, artikel 23).

\+

\+ +

Artikel 9.

Artikel 9 van het ontwerp zegt :

"Elke klasse van de "Académie royale des sciences coloniales" kan vergaderen met de overeenstemmende klasse van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen om ... de onder lid 2 van artikel 1 vermelde vraagpunten, ... te behandelen".

Deze vraagpunten zijn die waarvoor de Academie zelf bevoegd is. Aangezien het niet de bedoeling van de Regering is, het onderzoek daarvan aan de klassen op te dragen, dient de tekst van het ontwerp als volgt te worden gewijzigd :

"Elke klasse van de "Académie royale des sciences coloniales" kan met de overeenkomstige klasse van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen vergaderen voor de behandeling van alle vraagstukken die tot hun wetenschappelijke bevoegdheid behoren".

.../...

Volgens artikel 9, tweede lid, kunnen beide Academies "in plenozitting" bijeenkomen. De uitdrukking "in plenozitting" onderstelt dat beide Academies een enkele instelling vormen. Aangezien dit niet het geval is, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"De "Académie royale des sciences coloniales" en de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen kunnen uit eigen beweging of op verzoek van de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi in gemeenschappelijke vergadering bijeenkomen. Die vergadering wordt om de beurt door de voorzitter van beide Academies voorgezeten".

Aansluitend bij de opmerkingen die hij vooraan in dit advies heeft gemaakt, stelt de Raad van State voor, een hoofdstuk II te vormen met als opschrift : "Beheer van het patrimonium" en daarin, behalve de artikelen 17 en 18 van het ontwerp, de artikelen 1, 3, 4 en 6 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1931 op te nemen. Artikel 5 van dit besluit, hetwelk de gedeeltelijke herhaling is van artikel 3 van de wet van 27 juni 1930, wordt daarin weggelaten.

.../...

Deze hieronder aanbevolen teksten zijn aangepast met inachtneming van de huidige regeling en van de hiervoren gemaakte opmerkingen :

"Hoofdstuk II. - Beheer van het patrimonium.

Artikel 17.-

De "Académie royale des sciences coloniales" geniet rechtspersoonlijkheid voor het beheer van haar patrimonium.

Artikel 18.-

Het patrimonium van de Academie wordt beheerd door een bestuurscommissie, die te dien einde de ruimste bevoegdheden bezit en de Academie tegenover derden vertegenwoordigt".

De tekst van het ontwerp zegt, dat de Academie wordt beheerd "onder het hoog gezag van de Minister". Dit gezag komt tot uiting in de benoeming van de leden, in het recht om de vergaderingen bij te wonen en er zich te laten vertegenwoordigen, in het goedkeuren van begroting en rekeningen, hetgeen alles uitdrukkelijk in het ontwerp is bepaald. Alle andere vormen van bemoeiing vanwege de Minister vallen, volgens de gemachtigde van de Regering, buiten beschouwing. Daarom schrappe men deze uitdrukking om alle verwarring uit te sluiten.

.../...

"Artikel 19.-

De bestuurscommissie bestaat uit :

1° de voorzitter van de Academie, die van rechtswege lid is ;

2° zes titelvoerende leden van de Academie, door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi aangewezen voor een termijn van drie jaar.

Het mandaat van twee titelvoerende leden die voor de eerste maal bij toepassing van dit besluit zijn benoemd, eindigt evenwel na een jaar, en het mandaat van twee andere leden na twee jaar. Die leden worden door het lot aangewezen.

Valt een plaats open voordat de termijn verstreken is, dan wijst de Minister een nieuw lid aan, dat het mandaat van het uitgevallen lid voortzet.

De Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi kan de vergaderingen van de commissie bijwonen ; in dat geval zit hij ze voor. Ook kan hij zich laten vertegenwoordigen door een ambtenaar-generaal van zijn departement.

De Minister of zijn gemachtigde heeft raadgevende stem".

.../...

De wijzigingen die in het tweede lid van artikel 18 van het ontwerp zijn aangebracht, bedoelen de voornemens van de Regering, zoals zij voor de Raad van State zijn toegelicht, nauwkeuriger weer te geven. Zo zijn onder meer de woorden "hoge ambtenaar" vervangen door "ambtenaar-generaal", na de opheldering welke de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt.

"Artikel 20.-

...(Tekst van artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1931, zoals hij is gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 juni 1955) ...

De bestuurscommissie wordt voorgezeten door de voorzitter van de Academie. Zij wordt door hem bijeengeroepen.

De besluiten der bestuurscommissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking der stemmen beslist de stem van de voorzitter.

De notulen worden in een bijzonder register geschreven. De afschriften of uittreksels welke voor het gerecht of elders dienen te worden overgelegd, worden door de voorzitter of door de vaste secretaris ondertekend.

De bestuurscommissie kan alle werkcommissies oprichten die nuttig zijn voor het vervullen van haar opdracht en daarin personen benoemen die niet tot de Academie behoren.

.../...

Artikel 21.-

... (Tekst van artikel 4 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1931)...

Rechtsvorderingen , als eiser of als verweerder, worden, namens de Academie, door de bestuurscommissie gevoerd ter vervolging van de voorzitter.

Artikel 22.-

... (Tekst van artikel 6 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1931)...

Ieder jaar, drie maanden voor de aanvang van het dienstjaar, maakt de bestuurscommissie, bijgestaan door de bestuurders van elke klasse, een begroting der inkomsten en uitgaven op. Deze begroting wordt aan de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi ter goedkeuring voorgelegd.

Binnen drie maanden na het sluiten van het dienstjaar ziet de bestuurscommissie de rekening na en sluit zij deze af. Die rekening wordt aan de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi ter goedkeuring voorgelegd.

.../...

Van begroting en rekening wordt een uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Alle betalingen, behalve de geringe uitgaven, worden gedaan per check of mandaat, ondertekend door twee daartoe door de bestuurscommissie aangewezen personen.

De artikelen 23 en 24 zouden een hoofdstuk III kunnen vormen, met als opschrift : "Overgangs- en slotbepaling".

Artikel 23.-

... (Artikel 3, laatste lid, van het ontwerp)...

Alle leden die, de dag van inwerkingtreding van dit besluit, tot de "Académie royale des sciences coloniales" behoren, hetzij als titelvoerende leden hetzij als buitengewone- of corresponderende leden, kunnen deel blijven uitmaken van de klasse waartoe zij behoren, zelfs indien hun aantal de in artikel 3 vastgestelde maxima overschrijdt. Boven deze maxima mag echter geen enkele nieuwe benoeming worden gedaan".

De laatste zin, die eigenlijk overbodig is, kan vervallen.

.../...

Artikel 24.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 3 juni 1955 houdende de statuten van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen ;

2° het koninklijk besluit van 31 oktober 1931 betreffende de toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juni 1955 ".

In de Nederlandse tekst zouden nog enkele wijzigingen moeten worden aangebracht.

Artikel 3, derde lid, leze men als volgt :

"Alle leden hebben het recht de vergaderingen van de Academie en deze van hun klasse bij te wonen. Alleen de ereleden en de titelvoerende leden echter nemen deel aan de besloten vergaderingen".

.../...

Artikel 4 dient als volgt te beginnen :

"Tot erelid kunnen alleen worden benoemd, en zulks enkel op hun verzoek en ...".

In artikel 6, tweede lid, leze men "openbare plechtigheden".

In artikel 10, eerste lid, vervange men de woorden "evenals elk buitengewoon lid dat in België verblijft en zonder ...", door de woorden "of elk in België verblijvend buitengewoon lid dat, zonder ...".

In artikel 13, tweede lid, vervange men de woorden "verzamelingen van studies" door "studiecollecties".

Ter wille van de overeenstemming met artikel 12, vervange men in artikel 15 het woord "prijskampen" door "wedstrijden".

Artikel 16 leze men als volgt :

"De leden ... hebben recht op tweehonderd frank presentiegeld ...".

+

+ +

.../...

De meeste zoëven gemaakte opmerkingen over het ontwerp betreffende de Franstalige Academie gelden ook voor het ontwerp betreffende de Nederlandstalige Academie. Daarom worden nog alleen opmerkingen gemaakt voor zover er tekstverschillen zijn.

Gelet op de Nederlandse benaming van de thans bestaande Academie en om alle verwarring uit te sluiten, dient het opschrift volledigheidshalve als volgt te worden gesteld :

"Koninklijk besluit tot oprichting van een Nederlandstalige Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen, tot vaststelling van haar statuten en tot regeling van het beheer van haar patrimonium".

Evenals het vorig ontwerp, dient ook dit in twee hoofdstukken te worden ingedeeld.

Bij de artikelen 1 en 9 zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij de overeenkomstige artikelen van het andere ontwerp. Artikel 2 dient te worden geschrapt. Het eerste lid van dit artikel wordt het eerste artikel van hoofdstuk II (artikel 17), en het tweede lid dient te worden toegevoegd aan artikel 1 waarvan het dan het laatste lid zal vormen.

.../...

Artikel 22, dat artikel 3 van de wet van 27 juni 1930 gedeeltelijk herhaalt, dient te vervallen.

Ten slotte dienen de artikelen 24 en 25, overeenkomstig de hiervoren gemaakte opmerking, te worden versmolten met het enig artikel van het derde ontwerp, om een overgangsbepaling te vormen, die dan artikel 24 zou worden en waarvoor de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 24.-

De titelvoerende, de buitengewone en de corresponderende leden van de huidige "Académie royale des sciences coloniales" die, binnen drie maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, vragen om over te gaan naar de Nederlandstalige Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen, worden in de overeenkomstige categorie van leden van die Academie benoemd. Hun benoeming brengt hun ontslag mede bij de huidige "Académie royale des sciences coloniales". De anciënniteit van deze leden in de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen wordt bepaald met inachtneming van de anciënniteit die zij in de huidige "Académie royale des sciences coloniales" hebben verkregen.

.../...

In afwijking van artikel 5, tweede lid, benoemt de Koning rechtstreeks tot de nog te begeven zetels ".

De Nederlandse tekst van artikel 23 zou als volgt moeten worden gewijzigd :

"Ieder jaar, drie maanden voor ... Deze begroting wordt aan de Minister ... ter goedkeuring onderworpen.

Binnen drie maanden na het sluiten ... Deze wordt aan de Minister ... ter goedkeuring onderworpen".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,

P. ANSIAUX,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J. SAROT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SAROT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.